

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
D'AVIGNON UNIVERSITE**

**SEANCE DU 27 AVRIL 2021**

-

**EN VISIOCONFERENCE**

Le 27 avril 2021 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis en visioconférence sur convocation du Président de l'établissement.

#### **ÉTAIENT PRÉSENT.E.S**

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. POLIDORI, Vice-président de la Commission de la formation et de la vie universitaire (VP CFVU)

M<sup>me</sup> Irina TRANKOVA, Contrôleur budgétaire et administratif de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES), représentant le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

#### **Collège A**

M<sup>mes</sup> et MM. LE FRIANT, CASTELNUOVO, MACE-BARBIER, LEFEVRE, BLANKE (procuration à M<sup>me</sup> RAULT à compter de 15h20)

#### **Collège B**

M<sup>mes</sup> et MM. RAULT, COSTA, LUNARDELLI (procuration à M<sup>me</sup> POITEVIN à compter de 16h30), DURAND

#### **Collège BIATSS**

M<sup>mes</sup> et M. POITEVIN, BERNARD, ANDRE

#### **Collège ÉTUDIANT**

M<sup>me</sup> BERTO

#### **Collège Personnalités Extérieures**

M<sup>mes</sup> et MM. GAGNIARD (Ville d'Avignon), BISCARRAT (Conseil régional PACA), NABOT (INRAE PACA), CAILLE (Syndicat des métaux de Marseille), GONTARD (Cabinet d'avocats GONTARD, LECOQ-AFFAGARD, PTAK & ASSOCIES), REBMEISTER (Collège Frédéric Mistral)

#### **REPRÉSENTÉ.E.S**

M<sup>me</sup> SANTONI (procuration à M. ELLERKAMP)

#### **ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S**

MM. GIMELLO-MESPLOMB, PRISO-ESSAWE, WENZEL, BERRAG, BRUN, WIDENDAELE, DIONE, FAURE

#### **PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT**

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, présent

M. BOURDAGEAU, Directeur Général des Services (DGS), présent

M. GUINTOLI, Agent comptable, présent

M. GUIN, Président du Grand Avignon, excusé

#### **INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S**

M<sup>me</sup> ANDRZEJEWSKI, Conseillère Sûreté (FSD) et Ingénierie des Risques (CSIR)

M. BOUSSAT, Directeur des ressources humaines par intérim

M<sup>me</sup> DRANSART, Directrice de l'Institut universitaire de technologie (IUT)

M<sup>me</sup> FALKERT, Doyenne de l'UFR Arts, Lettres et Langues (ALL)

M<sup>me</sup> GALNON, Directrice de la Communication

M. MARNEFFE, Directeur des Finances, des Achats et du Contrôle Interne (DFACI), Directeur général adjoint (DGA)

M. MARREL, Doyen de l'UFR Droit, Economie, Gestion (DEG)

M. MONNET, Directeur du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV)

M<sup>me</sup> PEPIN, Chargée de mission déléguée au soutien à l'innovation

M<sup>me</sup> PIAUMIER, Directrice adjointe de la Maison de la culture et de la vie de campus

M<sup>me</sup> PORTAL, Chargée d'affaires administratives et institutionnelles

M. SPRIET, Vice-président délégué au numérique et à l'innovation pédagogique (VP NIP)

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration  
réuni en formation plénière le 27 avril 2021**

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 16 mars 2021
3. Crise sanitaire covid-19 : point de situation
4. Création de la zone à régime restrictif du Laboratoire Informatique d'Avignon dans le cadre de la protection du potentiel scientifique et technique de la Nation (pour information)
5. Affaires financières
  - 5.1 Approbation d'un abondement financier de l'établissement au CPER 2021-2027 (annule et remplace la délibération n°CA-2021-004 du 16 février 2021)
  - 5.2 Approbation du versement d'un don de 1 000 euros à l'Union départementale des sapeurs-pompiers de Vaucluse
6. Ressources humaines
  - 6.1 Approbation de la liste des fonctions éligibles à la prime de responsabilités pédagogiques (PRP) des UFR, de l'IUT et du SFTLV au titre de l'année universitaire 2020-2021
  - 6.2 Actualisation de la liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année universitaire 2020-2021
7. Formation et vie étudiante
  - 7.1 Approbation du calendrier pédagogique au titre de l'année universitaire 2021-2022
  - 7.2 Approbation des conventions portant création d'antennes pour la formation en apprentissage au sein de l'UFR STS, de l'IUT et du SFTLV à compter de l'année universitaire 2020-2021
  - 7.3 Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) :
    - Approbation du bilan rectificatif des actions 2018-2019
    - Approbation du bilan des actions 2019-2020
    - Approbation de la programmation des actions 2021-2022
8. Recherche : création du dispositif des « Business Units »
9. Questions diverses

## Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 29

Membres présents : 20

Membres suppléés : 1

Membres absents et non suppléés : 8

### 1. Informations générales communiquées par le Président

### 2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 16 mars 2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

### 3. Crise sanitaire covid-19 : point de situation

⇒ Pour information du Conseil d'administration

### 4. Création de la zone à régime restrictif du Laboratoire Informatique d'Avignon dans le cadre de la protection du potentiel scientifique et technique de la Nation (pour information)

⇒ Pour information du Conseil d'administration

### 5. Affaires financières

#### 5.1 Approbation d'un abondement financier de l'établissement au CPER 2021-2027 (annule et remplace la délibération n°CA-2021-004 du 16 février 2021)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

#### 5.2 Approbation du versement d'un don de 1 000 euros à l'Union départementale des sapeurs-pompiers de Vaucluse

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

### 6. Ressources humaines

#### 6.1 Approbation de la liste des fonctions éligibles à la prime de responsabilités pédagogiques (PRP) des UFR, de l'IUT et du SFTLV au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ PRP des UFR - Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

⇒ PRP de l'IUT – Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

⇒ PRP du SFTLV – Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

#### 6.2 Actualisation de la liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

### 7. Formation et vie étudiante

#### 7.1 Approbation du calendrier pédagogique au titre de l'année universitaire 2021-2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité, sous réserve de l'avis favorable de la CFVU en sa séance du 29 avril 2021 sur les dates de certification en anglais et d'évaluation de la mineure santé des LAS

#### 7.2 Approbation des conventions portant création d'antennes pour la formation en apprentissage au sein de l'UFR STS, de l'IUT et du SFTLV à compter de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

### **7.3 Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) :**

#### **- Approbation du bilan rectificatif des actions 2018-2019**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

#### **- Approbation du bilan des actions 2019-2020**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

#### **- Approbation de la programmation des actions 2021-2022**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

### **8. Recherche : création du dispositif des « Business Units »**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

### **9. Questions diverses**

⇒ Néant

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

### **1. Informations générales communiquées par le Président**

**Quatrième programme d'investissements d'avenir (PIA4) :** l'établissement va candidater à l'appel à manifestations d'intérêt « Démonstrateurs numériques dans l'enseignement supérieur » (AMI DemoES). Le projet est porté par le Vice-président délégué au numérique et à l'innovation pédagogique (VP NIP), Monsieur Thierry Spriet, et a vocation à accélérer la transformation numérique de l'établissement, tant sur le volet pédagogique que d'un point de vue global (promotion de ressources éducatives libres, acquisition d'équipements numériques pour tous, renforcement des infrastructures informatiques de l'établissement). La rédaction de la réponse à l'AMI DemoES est en cours de finalisation et sera déposée début mai 2021. Une présentation sera faite en Conseil d'administration (CA) le 18 mai prochain.

Dans le cadre du PIA4 également, l'établissement envisage de candidater à l'appel à projets « Excellence sous toutes ses formes » (AAP ExcellencES). Le cahier des charges de cet AAP se veut très ouvert et vise à accompagner les établissements d'enseignement supérieur et de recherche (ESR), porteurs de projet de transformation ambitieux à l'échelle de leur site, dans la mise en œuvre de leur stratégie propre, élaborée à partir de leur dynamique territoriale et de leurs besoins spécifiques. Dans ce cadre, il est possible de présenter un projet global d'établissement intégrant certains projets déjà présentés dans le cadre de PIA précédents tels que les écoles universitaires de recherche (EUR) ou les nouveaux cursus à l'université (NCU). L'équipe de direction a engagé un cycle de travail en vue du dépôt d'un projet au cours de la seconde vague de cet AAP (novembre 2021).

### **2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 16 mars 2021**

Le Président invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la séance du 16 mars 2021 (*cf. annexe point 2*).

A défaut d'observation, il soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

### **3. Crise sanitaire covid-19 : point de situation**

Le Président invite Madame Florence Andrzejewski, Conseillère sûreté (FSD) et ingénierie des risques (CSIR), à présenter un point de situation.

A ce jour, un seul cas positif est déclaré auprès de la cellule de gestion de crise de l'université. Depuis le 19 septembre 2020, 40 cas positifs chez les personnels et 151 cas positifs chez les étudiants ont été recensés, soit 5,7 % des effectifs personnels et 2,16 % des effectifs étudiants.

Les établissements de l'ESR vont bénéficier du dispositif de déploiement des autotests par prélèvement nasal. Dans ce cadre, l'établissement sera prochainement destinataire d'une première livraison de 1 860 autotests destinés tant aux personnels qu'aux étudiants. Le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de l'université sera consulté début mai afin de définir la stratégie interne de distribution de ces autotests.

En ce qui concerne la vaccination, sont actuellement éligibles les personnels de plus de 55 ans et les personnels vulnérables. L'abaissement à 50 ans a été annoncé et devrait être prochainement effectif. A la demande de l'établissement, la Préfecture de Vaucluse a intégré les personnels enseignants de plus de 55 ans d'Avignon Université à la liste des personnels prioritaires.

Reprenant la parole, le Président indique que malgré les récentes annonces de la Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI), l'hypothèse la plus probable est que la rentrée universitaire 2021 ressemble très fortement à l'année en cours. Il reste à espérer que les conditions de reprise soient stabilisées. En l'état actuel des connaissances, il semble raisonnable d'envisager de reconduire le même fonctionnement l'an prochain, à savoir les cours magistraux en distanciel et les travaux dirigés et travaux pratiques en présentiel. Des directives de la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) devraient intervenir dans les semaines à venir afin de poser le cadre général de la rentrée 2021.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

#### 4. Création de la zone à régime restrictif du Laboratoire Informatique d'Avignon dans le cadre de la protection du potentiel scientifique et technique de la Nation (pour information)

Madame Andrzejewski informe les administrateurs de la création de la zone à régime restrictif (ZRR) du Laboratoire Informatique d'Avignon (LIA). Cette disposition s'inscrit dans le cadre de la protection du potentiel scientifique et technique de la Nation (PPST).

La PPST porte sur l'ensemble des informations et savoir-faire qui se rapportent à des technologies sensibles du domaine industriel ou à des connaissances et à des résultats de la recherche considérés comme un bien exclusif de la Nation. A ce titre, les laboratoires ont une obligation de protection de leurs savoir-faire et technologies innovantes afin de préserver l'innovation et la compétitivité économique nationales et d'éviter des captations indues par des puissances ou des entreprises étrangères.

La PPST concerne des secteurs scientifiques dits protégés tels que la biologie, la médecine, la chimie, la physique, les mathématiques, les sciences et technologies de la communication et de l'information. Une réforme est en cours afin d'intégrer les nouvelles technologies et l'ère numérique à ce cadre réglementaire (*cf. annexe point 4*).

Le chef d'établissement est responsable de la mise en œuvre de la PPST au sein de l'université. Il est assisté du Fonctionnaire de sécurité et de défense (FSD) de l'établissement nommé par le Haut fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS) du Ministère. Dans le cadre d'une ZRR, le directeur de laboratoire est responsable de la ZRR de son unité de recherche et les chercheurs de la protection de leurs données scientifiques.

Le cadre juridique des ZRR est régi par le code pénal et vise à prévenir les détournements des savoir-faire et à les condamner.

La décision de création de la ZRR du LIA résulte des conclusions du Comité d'experts du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) chargé d'évaluer la sensibilité des laboratoires et du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). Cette décision fait l'objet d'un arrêté ministériel.

En pratique, la création de cette ZRR induit une limitation d'accès à la zone identifiée. La liste des personnes autorisées est définie collégialement avec la direction du laboratoire. Le FSD propose ensuite cette liste au chef d'établissement puis la transmet au HFDS. En ce qui concerne le LIA, l'ensemble des équipes du laboratoire a accès à la ZRR.

La création de cette zone n'a qu'un faible impact bâtiminaire (mise en place d'une signalétique spécifique). Les effets sont plus significatifs en termes de recrutement et de coopération de recherche. En effet, le fait de travailler dans une ZRR implique une autorisation d'accès ministérielle. Le HFDS devra donc se prononcer sur chaque dossier de recrutement proposé par l'établissement. Un travail d'adaptation des procédures de recrutement spécifiques à la ZRR a été réalisé en collaboration avec le FSD, la Direction des ressources humaines (DRH), la Maison de la Recherche (MDR) et la Direction opérationnelle des systèmes d'information (DOSI). Ces nouvelles procédures prévoient des délais de prise en charge contraints afin de garantir un traitement fluide des demandes de recrutement. Elles entreront en application à réception de l'arrêté de classement. Les autorisations d'accès sont valables pour une période de cinq ans renouvelable. Les coopérations sont soumises à l'avis du FSD lorsqu'elles portent sur les secteurs sensibles et les ZRR.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Durand demande si le dispositif de ZRR a vocation à être déployé à d'autres unités de recherche de l'établissement relevant des secteurs scientifiques dits protégés. Par ailleurs, il demande si les dispositions spécifiques en matière de recrutement concernent exclusivement les personnels permanents ou si elles s'étendent également aux personnels contractuels.

Sur le premier point, la CSIR indique que l'établissement a été informé du classement prochain en ZRR de l'unité mixte de recherche « Sécurité et qualité des produits d'origine végétale » (UMR 408 SQPOV). A ce stade, le recensement des équipes concernées n'est pas encore connu.

En ce qui concerne les autorisations d'accès à la ZRR, les dispositions sont applicables à toute personne, tout statut confondu, toute nationalité confondue, dès lors que le séjour en ZRR est supérieur à cinq jours consécutifs.

Monsieur Durand prend note de ces réponses. Il fait part de deux observations d'ordre plus général, l'une sur l'opportunité d'engager une démarche de numérisation des cahiers de laboratoires, l'autre sur la nécessité de sécuriser le stockage des données scientifiques des laboratoires sur le réseau informatique de l'établissement.

Prenant la parole, le Président indique que dans le cadre du contrat de plan Etat-région (CPER) 2021-2027, la Région Sud PACA et les quatre universités portent un projet de datacenter régional couvrant les volets stockage, ingénierie et puissance de calcul. Dans l'attente, un travail est engagé en interne avec la DOSI pour renforcer les infrastructures informatiques afin de répondre aux besoins des laboratoires. Le projet qui sera prochainement déposé dans le cadre de l'AMI DemoES s'inscrit également dans cette optique.

En ce qui concerne la dématérialisation des cahiers de laboratoires, le Directeur général des services (DGS) sollicitera la MDR pour envisager les solutions possibles.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

## **5. Affaires financières**

### **5.1 Approbation d'un abondement financier de l'établissement au CPER 2021-2027 (annule et remplace la délibération n°CA-2021-004 du 16 février 2021)**

L'établissement a déposé trois projets au titre du CPER 2021-2027 : la construction d'un bâtiment cœur de site sur le campus Jean-Henri Fabre (grand amphithéâtre) dans le cadre d'une cité de l'innovation dédiée aux agrosociétés (11 millions d'euros), la rénovation énergétique et la transformation de la bibliothèque universitaire *en learning center* (10,3 millions d'euros), et la création d'une nouvelle halle technologique de l'Institut universitaire de technologie – IUT (5,9 millions d'euros).

Les discussions sur le financement des projets sont toujours en cours avec l'Etat, la Région, les collectivités territoriales et l'ensemble des acteurs du territoire. Elles s'inscrivent dans un cadre extrêmement concurrentiel et compétitif puisqu'en fin seulement un quart des montants demandés par les établissements sera satisfait.

Lors du précédent CPER, l'établissement avait été interpellé sur sa faible contribution en termes d'autofinancement. Les parties prenantes au CPER avaient demandé à l'université de soutenir les projets déposés de manière plus significative. C'est pourquoi il a été proposé au CA en février dernier d'approuver l'abondement financier de l'établissement à hauteur d'1 million d'euros au profit du projet porté par l'IUT (*cf. délibération n°CA-2021-004 du 16 février 2021*).

Compte tenu de l'évolution des discussions en cours, il apparaît nécessaire de renforcer plus encore ce positionnement de l'établissement. En parallèle, les opérateurs publics ont reçu plusieurs signaux d'alerte de la part du Ministère, du Rectorat et de la Préfecture quant à la non-consommation de leur fonds de roulement. Aussi, il semble judicieux d'investir dès à présent davantage d'excédents de fonctionnement au profit des projets portés par l'établissement dans le cadre du nouveau CPER afin d'augmenter les chances d'obtenir les financements associés.

Il est donc proposé aux administrateurs de porter l'abondement financier de l'établissement au CPER 2021-2027 à deux millions d'euros (contre un million initialement), au profit des trois projets déposés par l'université.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le Président soumet au vote des administrateurs l'abondement financier de l'établissement à hauteur de deux millions d'euros au profit de l'ensemble des trois projets déposés dans le cadre du CPER 2021-2027.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Il est précisé que la présente délibération annule et remplace la délibération n°CA-2021-004 du 16 février 2021.

### **5.2 Approbation du versement d'un don de 1 000 euros à l'Union départementale des sapeurs-pompiers de Vaucluse**

Dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire, le service départemental d'incendie et de secours de Vaucluse (SDIS84) a fait preuve d'un engagement fort auprès de l'établissement dans la mise en place notamment des centres de dépistage massif déployés sur les sites de l'université.

Avec l'accord de l'Agent comptable, il est proposé au CA d'approuver le versement d'un don de 1 000 euros au profit de l'Union départementale des sapeurs-pompiers de Vaucluse (UD84), en remerciement de cet accompagnement actif et bénévole dans une action de santé publique au profit des étudiants et des personnels de l'université.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le Président soumet au vote des administrateurs le versement d'un don d'un montant de 1 000 euros au profit de l'UD84.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Le Président informe les administrateurs qu'il est contraint de quitter la présente séance afin d'honorer une rencontre avec les dirigeants du Grand Avignon dans le cadre de discussions autour du projet CPER de cité de l'innovation. Conformément à l'article 21 des statuts d'Avignon Université, et compte tenu de l'empêchement du Vice-président du Conseil d'administration, le Président confie la présidence de séance à Monsieur Ange Polidori, Vice-président de la Commission de la formation et de la vie universitaire (VP CFVU).

## **6. Ressources humaines**

### **6.1 Approbation de la liste des fonctions éligibles à la prime de responsabilités pédagogiques (PRP) des UFR, de l'IUT et du SFTLV au titre de l'année universitaire 2020-2021**

En ce qui concerne la liste des fonctions éligibles à la PRP des UFR, peu de changements sont intervenus depuis l'an dernier (*cf. annexe point 6.1 – répartition PRP UFR 2020-2021*). Les modifications en terme de répartition de ces PRP depuis l'approbation du référentiel associé portent essentiellement sur le nombre de responsabilités liées aux effectifs des formations.

Le nombre de directions d'études a augmenté depuis l'année dernière. Le VP CFVU rappelle que ce dispositif a été initié l'an passé dans le cadre de la loi orientation et réussite des étudiants (dite loi ORE) et financé intégralement par le projet NCU/CAPACITE. Il portait initialement sur les L1 et est étendu cette année aux L2. Le volume horaire dévolu aux directions d'études fluctue entre 15 et 30 heures en fonction de l'intensité de l'accompagnement étudiant (nombre d'entretiens réalisés, accompagnement renforcé d'étudiants inscrits sous conditions).

Des primes de responsabilité pour participation aux commissions d'examen des vœux (CEV) sont également prévues, l'enveloppe globale est plafonnée à 29 500 euros. Des corrections du volume horaire peuvent être effectuées en fonction du nombre de dossiers traités (4h de PRP pour 100 dossiers étudiés, rapportées à 5h pour une CEV traitant d'inscriptions sous conditions).

La répartition des primes de responsabilité pour encadrement de stages répond aux mêmes critères que l'an passé : le nombre d'heures dévolues est fonction de la durée du stage et la ventilation de ces primes est liée au nombre de conventions signées dans chacune des formations.

Le tableau de répartition des PRP des UFR 2020-2021 prévoit également des primes associées à des responsabilités transversales telles que la responsabilité d'un jury de validation des acquis de l'expérience (VAE), d'une unité d'enseignement Pro-MEEF, la coordination FLE de la Maison de l'international (MDI), la responsabilité PIX, ECRIT et la responsabilité d'une classe TREMPLEIN.

Cette liste de fonctions éligibles a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU et du Comité technique (CT) de l'établissement respectivement les 18 février et 13 avril 2021.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Poitevin demande des précisions quant à la variation du volume horaire dévolu aux directions d'études.

Le VP CFVU précise que le nombre d'heures associées aux directions d'études se porte à 30 heures dès lors que le directeur d'études est amené à assurer un accompagnement renforcé des étudiants. C'est le cas notamment dans le cadre d'inscriptions sous conditions qui impliquent un suivi beaucoup plus régulier des étudiants. Globalement, les volumes horaires alloués aux directeurs d'études ont vocation à s'étendre à 30 heures pour l'ensemble des collègues à partir de l'année prochaine, dans la mesure où les directeurs d'études devront assurer un suivi individualisé non seulement des étudiants potentiellement en difficulté, mais également des étudiants de L2 qui suivront un parcours différencié (parcours entrepreneuriat).

Madame Poitevin demande par ailleurs des précisions sur la responsabilité associée à la coordination FLE de la MDI.

Le VP CFVU indique que le coordinateur FLE prend en charge la gestion des différents niveaux en langue française des étudiants internationaux. Ces niveaux sont regroupés au sein d'un seul et même diplôme universitaire (DU) porté par la MDI. 40 heures de PRP sont associées à la responsabilité de ce DU.

A l'issue des échanges, le VP CFVU soumet la répartition des PRP des UFR au titre de l'année 2020-2021 au vote des administrateurs.

⇒ **PRP des UFR - Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Le VP CFVU invite Madame Christine Dransart, Directrice de l'IUT, à présenter la liste des fonctions éligibles aux PRP et aux primes de formation continue de l'IUT.

La liste des différentes responsabilités ouvrant droit à ces primes est identique à l'année dernière. Il est à noter une baisse globale de l'allocation de ces primes liée à une diminution des effectifs étudiants cette année et à la non-réalisation de stages du fait du contexte sanitaire actuel (*cf. annexes point 6.1 – répartition PRP et primes FC IUT 2020-2021*).

Cette liste de fonctions éligibles a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT et de la CFVU respectivement les 9 et 18 février dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CFVU soumet la répartition des PRP et des primes de formation continue de l'IUT au titre de l'année 2020-2021 au vote des administrateurs.

⇒ **PRP de l'IUT – Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Le VP CFVU invite Monsieur Fabien Monnet, Directeur du SFTLV, à présenter la liste des fonctions éligibles aux PRP du SFTLV pour l'année universitaire 2020-2021.

Deux évolutions majeures sont intervenues. Le volume des PRP associées à une responsabilité de licence professionnelle (LP) est porté à 60 heures afin de s'aligner sur la pratique des UFR. Certaines LP prévoyant plusieurs parcours, il est proposé de revaloriser la coordination de ces parcours par l'allocation de 15 heures de PRP par parcours supplémentaire.

En ce qui concerne les DU déployés au sein d'une LP, il est proposé de maintenir un volume horaire de 10 heures de PRP pour l'ouverture d'une session annuelle de DU et d'allouer 10 heures supplémentaires si la LP compte plus de 20 étudiants financés dans une logique de sécurisation de l'ouverture de ces formations.

40 heures de PRP sont allouées à la responsabilité d'un DU hors LP et 10 heures sont allouées par session supplémentaire.

(*cf. annexes point 6.1 – répartition PRP SFTLV 2020-2021*).

Le VP CFVU précise que le SFTLV porte l'ensemble des LP proposées en apprentissage au sein de l'établissement, à l'exception de celles dispensées par l'IUT, l'objectif étant de professionnaliser de manière optimale l'accompagnement de ces formations en apprentissage. L'ensemble de ces PRP est pris en charge par le budget de l'apprentissage et du SFTLV, les diplômes fonctionnent à l'équilibre et le coût des formations intègre celui des PRP.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Poitevin demande à ce que soit précisée la différence entre la responsabilité d'un DU hors LP et celle d'un DU au sein d'une LP.

Le Directeur du SFTLV indique que la transformation de DU comportant plusieurs sessions en LP sur une année complète a conduit à une baisse notable des effectifs étudiants du fait de la non-prise en charge du coût de ces formations par Pôle Emploi. Un travail a été conduit par les porteurs de parcours pour introduire des DU dans ces LP afin de permettre aux étudiants de s'inscrire dans ces DU puis de se mobiliser l'année suivante pour suivre une deuxième année. Ce fractionnement permet d'attirer un certain nombre d'étudiants qui poursuivent, à l'issue de ces DU, le cursus complet dans les licences.

Prenant la parole, Monsieur Costa précise que les DU intégrés à une LP référencée au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), bénéficient des dispositifs de financement via les codes CPF associés à la licence. Ce montage favorise le remplissage des promotions de ces DU et plus globalement de la licence.

En ce qui concerne le volume horaire de 10 heures dévolu à la responsabilité de ces DU, Monsieur Costa indique que la charge de travail associée est significative. Outre la gestion des dossiers de candidature, il mentionne l'instruction des dossiers de VAE, les soutenances et organisations de jurys, la tenue des conseils de perfectionnement décorrélés de la LP, les enquêtes portant sur les taux d'insertion propres aux DU, les emplois du temps, la recherche des financements, les actions de communication et de promotion de ces diplômes... Les missions des responsables de DU hors LP ou au sein d'une LP étant similaires, Monsieur Costa considère qu'il serait légitime d'aligner le volume horaire des PRP associées aux DU au sein d'une LP à 40 heures.

Le Directeur du SFTLV est sensible aux arguments avancés et reconnaît l'investissement des porteurs de ces DU. La ventilation proposée a été élaborée en référence au plafond réglementaire de cumul des PRP. Si le VP CFVU est favorable à ce que le CA se prononce en faveur de cet alignement, Monsieur Monnet n'exprime aucune objection à ce que la répartition des PRP du SFTLV soit amendée en ce sens. Si cette modification est entérinée par le Conseil, Monsieur Monnet précise qu'il conviendra d'être extrêmement vigilant sur la coordination de la LP et des DU associés en cas de porteurs distincts.

Prenant la parole, le VP CFVU prend note de l'accord exprès du Directeur du SFTLV et se dit favorable à cet ajustement qui contribue à la mise en cohérence globale des PRP du service. Il invite les administrateurs à exprimer leur éventuelle opposition. Aucune opposition n'est formulée.

Le VP CFVU propose donc aux membres du CA de porter les PRP liées à la responsabilité des DU au sein des LP à 40 heures.

Le CT et la CFVU, qui ont émis un avis favorable à l'unanimité sur la répartition initiale des PRP du SFTLV en leur séance des 9 février et 18 mars 2021, seront informés de cette modification.

Le VP CFVU soumet la répartition des PRP du SFTLV au titre de l'année 2020-2021, en sa version amendée, au vote des administrateurs.

⇒ **PRP du SFTLV – Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

## **6.2 Actualisation de la liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année universitaire 2020-2021**

Le VP CFVU rappelle que le CA s'est prononcé sur la liste des fonctions éligibles à la PCA pour l'année universitaire 2020-2021 en sa séance du 3 novembre 2020.

Il est proposé l'insertion de deux missions permanentes relatives au portage de projets l'une sur la thématique « Industries culturelles et créatives » et l'autre sur la thématique « Intelligence artificielle » pour un taux maximum d'attribution de 15 % équivalent à un montant de PCA de 1 500 euros chacune.

Ces deux missions s'inscrivent dans l'axe identitaire « Culture, patrimoine, sociétés numériques ». Elles ont vocation à développer les grands projets de recherche ou de formation sur ces thèmes et à améliorer la visibilité de l'établissement dans ces domaines (cf. *annexes point 6.2*).

L'actualisation de cette liste de fonctions a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT en sa séance du 13 avril dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Poitevin demande si des rapports d'activité seront formalisés dans le cadre de ces deux missions et plus globalement si le CA est tenu régulièrement informé de ces bilans d'activité.

Le VP CFVU indique que toute charge de mission implique des comptes rendus d'activité réguliers auprès du Président et du vice-président.s statutaire.s relevant du domaine concerné. Il n'y pas de formalisme particulier et ces bilans sont généralement présentés en réunion de direction. Le CA est informé des actions majeures conduites par les chargés de mission à travers les projets qui sont soumis à son approbation. Le VP CFVU précise à toutes fins utiles qu'un administrateur peut solliciter, au titre d'une question diverse, des éclaircissements sur une charge de mission.

Prenant la parole, Monsieur Durand note que ces deux nouvelles missions portent sur des périmètres ciblés et sont beaucoup moins transverses que d'autres.

Le VP CFVU précise que ces missions dépassent le cadre de travail des collègues enseignants et chercheurs dans ces domaines, ce qui justifie la création d'une mission en tant que telle. Des précisions pourront être apportées par le Vice-président de la Commission de la Recherche si les administrateurs le souhaitent.

Madame Le Friant précise que parmi les fonctions éligibles à la PCA figurent des missions qui relèvent d'une obligation réglementaire.

A l'issue des échanges, le VP CFVU soumet l'actualisation de la liste des fonctions éligibles à la PCA au titre de l'année universitaire 2020-2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## **7. Formation et vie étudiante**

### **7.1 Approbation du calendrier pédagogique au titre de l'année universitaire 2021-2022**

Le VP CFVU présente le calendrier pédagogique 2021-2022 (cf. *annexe point 7.1*).

Ce calendrier intègre notamment deux dates de certification en anglais pour tous les étudiants de premier cycle, positionnées les 7 janvier et 31 mai 2022 (journées banalisées). Il intègre également deux journées banalisées pour le passage des examens du bloc santé des étudiants inscrits en licence accès santé (LAS), les 6 décembre 2021 et 29 avril 2022. Ces quatre dates ayant

été intégrées au calendrier pédagogique a posteriori du vote favorable de la CFVU (séance du 18 février 2021), il est proposé au CA d'approuver ce calendrier consolidé, sous réserve d'un nouvel avis favorable de la CFVU le 29 avril prochain.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Lunardelli indique que les étudiants de licences « Langues étrangères appliquées » (LEA) seront en mobilité de janvier à mai 2022 et ne pourront donc pas être présents pour passer la certification en anglais.

Monsieur Polidori précise que si les étudiants ne peuvent pas se positionner sur une des deux journées de certification, ils auront la possibilité de passer cette certification à distance.

A l'issue des échanges, le VP CFVU soumet ce calendrier pédagogique au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité, sous réserve de l'avis favorable de la CFVU en sa séance du 29 avril 2021 sur les dates de certification en anglais et d'évaluation de la mineure santé des LAS**

## **7.2 Approbation des conventions portant création d'antennes pour la formation en apprentissage au sein de l'UFR STS, de l'IUT et du SFTLV à compter de l'année universitaire 2020-2021**

Ces conventions s'inscrivent dans la lignée de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel et dans la dynamique de promotion de l'apprentissage conduite par l'établissement. Elles prévoient le déploiement d'antennes pour la formation en apprentissage dans quinze diplômes portés par l'UFR STS, l'IUT et le SFTLV.

Ces conventions précisent les obligations de chacune des parties, le mode de fonctionnement et les relations qui peuvent s'établir avec le CFA Epure Méditerranée, elles déterminent également les modèles de reversement financier pour l'année universitaire (cf. *annexes point 7.2*).

Le VP CFVU précise que ces conventions ont recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU le 18 mars dernier. Il invite le Directeur du SFTLV à apporter toutes précisions supplémentaires.

Monsieur Monnet indique que ces conventions prévoient des effectifs plancher pour l'ouverture de ces formations et des effectifs plafond. En pratique, ces seuils peuvent être ajustés en accord avec le CFA Epure Méditerranée, notamment pour permettre le lancement d'une nouvelle formation (en-deçà du seuil plancher) ou le recrutement d'étudiants supplémentaires présentant des dossiers de candidature de qualité (au-dessus du seuil plafond).

Ces conventions comportent également le déroulé pédagogique de chaque formation et les annexes financières associées. En ce qui concerne les conditions financières, Monsieur Monnet précise que 550 euros annuels par apprenti sont prélevés par le CFA pour son fonctionnement et 7 % des recettes sont injectés dans les fonds de mutualisation.

Reprenant la parole, le VP CFVU indique que cette mutualisation a vocation à financer certaines actions au sein des universités ou à accompagner la mise en place de nouvelles formations en apprentissage qui ne seraient pas à l'équilibre financier dès la première année d'ouverture.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Poitevin note que l'effectif plancher du master « Gouvernance des données » est fixé à six apprentis alors que la formation compte actuellement un effectif inférieur à ce seuil. Elle demande si la formation sera en mesure d'ouvrir l'année prochaine même si l'effectif des six apprentis n'est pas atteint.

Monsieur Polidori précise que ce seuil plancher correspond au nombre minimal d'apprentis requis pour que la formation puisse être pérennisée. Au lancement d'une nouvelle formation, il est fréquent que le nombre d'apprentis minimum soit en-deçà de ce seuil. Le fonds mutualisé évoqué précédemment a vocation entre autres à accompagner l'ouverture de nouvelles formations en apprentissage par des apports financiers du CFA fléchés vers ces formations.

Pour compléter, le Directeur du SFTLV indique que l'effectif de six apprentis est le seuil fixé par le CFA à partir duquel l'on peut considérer pouvoir développer une véritable pédagogie de l'apprentissage au sein d'une formation.

A l'issue des échanges, le VP CFVU soumet ces conventions au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## **7.3 Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) :**

Le VP CFVU invite Madame Alexandra Piaumier, Directrice adjointe de la Maison de la culture et de la vie de campus (MCVC), à présenter ces points.

#### - **Approbation du bilan rectificatif des actions 2018-2019**

Le bilan des actions 2018-2019 a été approuvé par le CA le 7 juillet dernier. Dans ce bilan initial, les fonds dédiés à la médecine préventive avaient été intégrés comme dépensés. Or, le renouvellement de la convention de médecine préventive étant en cours de discussion avec Aix-Marseille Université (AMU), il a été convenu de sanctuariser les fonds fléchés vers la santé pour un montant prévisionnel de 59 777,93 euros et de les reporter sur le budget 2019-2020.

Le bilan rectificatif des actions 2018-2019 a recueilli l'avis favorable de la Commission CVEC et de la CFVU en leur séance des 2 décembre 2020 et 18 mars 2021.

*(cf. annexe point 7.3 – bilan rectificatif 2018-2019).*

Le VP CFVU précise que la réécriture de la convention de médecine préventive est conditionnée à la décision d'AMU de pérenniser le service interuniversitaire de médecine prévention et de promotion de la santé (SIUMPPS). Dans l'attente de cette décision, les fonds fléchés sur la santé universitaire auront vocation à être sanctuarisés d'une année sur l'autre. L'université a alerté le Rectorat, la Préfecture et les élus du territoire sur cette situation. Une solution est à l'étude afin que l'établissement puisse très prochainement proposer des prestations de santé à ses étudiants.

Prenant la parole, Monsieur Stéphane Bourdageau, Directeur général des services (DGS), indique que dans le cadre du dialogue stratégique et de gestion, l'établissement a demandé un certain nombre de financements qui permettront de mettre en place les bases d'un service de santé universitaire (SSU). Un second dispositif de téléconsultation est à l'étude afin de permettre aux étudiants de consulter un médecin de 6 heures du matin jusqu'à minuit et de bénéficier de 45 spécialités médicales en ligne, sans aucun frais à leur charge. Ce service en ligne propose également de fidéliser la consultation avec un médecin identifié si l'étudiant le souhaite.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CFVU soumet le bilan rectificatif des actions 2018-2019 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

#### - **Approbation du bilan des actions 2019-2020**

Les administrateurs se sont vus communiquer le bilan des actions CVEC 2019-2020 *(cf. annexe point 7.3 – bilan 2019-2020)*.

Le reliquat global de ce bilan se porte à 358 553,38 euros scindé en trois parties : 64 945,77 euros sont fléchés pour 2020-2021 vers le fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE), 121 166,77 euros vers la médecine préventive et 11 200 euros vers le dispositif de corbeilles solidaires co-porté avec la Ville d'Avignon. Le total du reliquat sans montant sanctuarisé se porte à 161 240,83 euros et sera réparti entre les projets déployés sur 2020-2021.

Prenant la parole, le VP CFVU précise que ces reliquats s'expliquent notamment par la baisse significative des initiatives étudiantes du fait du contexte sanitaire qui a fortement limité les possibilités de financement FSDIE.

Le bilan des actions 2019-2020 a recueilli l'avis favorable de la Commission CVEC et de la CFVU en leur séance des 7 janvier et 18 mars 2021.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CFVU soumet le bilan des actions 2019-2020 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

#### - **Approbation de la programmation des actions 2021-2022**

L'enveloppe prévisionnelle de cette programmation se base sur l'effectif étudiant assujéti à la CVEC de l'année en cours et un montant soclé de 42 euros par étudiant. Elle se porte à 266 742 euros dont 40 011,30 euros ont été fléchés sur la médecine préventive et 101 632 euros sur le FSDIE. Le reliquat de l'enveloppe 2020-2021 se porte à 109 168,12 euros, le montant total restant à répartir au titre de l'année universitaire 2021-2022 s'élevant à 234 266,82 euros.

Madame Piaumier présente les actions programmées sur l'année universitaire 2021-2022. Cette programmation a recueilli l'avis favorable de la Commission CVEC et de la CFVU respectivement les 7 janvier et 18 mars 2021. Le montant global alloué à ces projets s'élève à 226 306,34 euros, le prévisionnel à répartir sur 2021-2022 se porte à 7 960,48 euros *(cf. annexe point 7.3 – programmation 2021-2022)*.

Le VP CFVU indique que le budget prévisionnel associé à cette programmation a vocation à être consolidé une fois les effectifs étudiants stabilisés et le montant de la CVEC arrêté par le Ministère. Le montant de référence de 42 euros par étudiant correspond à un plancher fixé par le MESRI. L'année dernière, le montant de la CVEC s'est porté à 62 euros. Ces rectificatifs permettront d'augmenter significativement le budget CVEC mais posent globalement une difficulté de gestion de ces budgets du fait des difficultés à anticiper les enveloppes qui se rajoutent tardivement au budget initial.

La programmation des actions 2021-2022 a recueilli l'avis favorable de la Commission CVEC et de la CFVU en leur séance des 7 janvier et 18 mars 2021.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CFVU soumet cette programmation au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## **8. Recherche : création du dispositif des « Business Units »**

Le VP CFVU invite Madame Christine Pépin, Chargée de mission déléguée au soutien à l'innovation, à présenter ce point.

Ce dispositif s'inscrit dans le projet d'établissement de soutien à l'activité de valorisation et de transfert de technologie ou de savoir-faire. Il a vocation à accompagner les enseignants-chercheurs et chercheurs de l'établissement désireux d'engager une activité entrepreneuriale ou de tester le potentiel industriel de leurs travaux et savoir-faire au sein de prototypes d'entreprises appelés *Business Units*.

A travers ce dispositif, l'établissement souhaite mettre à disposition de ces personnels un support d'outils et des services transverses (communication, juridique, plateformes techniques, expertise de la MDR...) pour permettre, dans des conditions de prise de risques limitée et maîtrisée, une mise à l'essai d'une création de start-up ou une opération de transfert de technologie vers un partenaire industriel.

Les *Business Units* ont également vocation à favoriser l'insertion professionnelle des chercheurs issus des laboratoires de l'établissement.

Les demandes de création de *Business Units* seront traitées au fil de l'eau par la MDR puis soumises à l'approbation du CA après avis de la Commission de la Recherche (CR). La *Business Unit* pourra bénéficier d'une aide plafonnée à 20 000 euros pour répondre à des besoins en équipements ou en consommables, avec l'accord du CA après avis consultatif du Comité de valorisation. Le reversement d'une partie des frais de gestion fléché sur l'eOTP de la *Business Unit* sera également possible lorsque le projet est indépendant des ressources d'une unité de recherche.

Le document de cadrage des *Business Units* a été approuvé à l'unanimité par la CR le 11 mars dernier.

(cf. annexe point 8).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Durand demande des précisions quant à la durée de mise en œuvre de ce dispositif.

Madame Pépin précise que l'hébergement d'une *Business Unit* au sein de l'université n'a pas vocation à se pérenniser dans le temps. L'accompagnement sera possible sur une durée de 12 à 24 mois, avec une seule extension possible de 12 mois maximum. Un bilan d'activité sera établi annuellement par le porteur de projet et ce durant toute la durée d'existence de la *Business Unit*. Ce dispositif a été pensé comme un tremplin, un cadre rassurant pour le chercheur qui souhaite s'engager dans une démarche de commercialisation. L'université n'a pas vocation à terme à héberger de *start-up* en tant que telle.

En ce qui concerne les moyens mis à disposition des enseignants-chercheurs, Monsieur Durand demande ce qui est prévu en termes de prime ou de décharge d'enseignement dans le cadre de ce dispositif.

Le document de cadrage prévoit la possibilité d'une décharge d'enseignement pour le porteur d'une *Business Unit* (somme fixe à la création + décharge associée à l'opération de recherche).

Pour compléter, le VP CFVU indique qu'un accord de principe est donné sur la possibilité d'une décharge d'enseignement. Ces possibilités de décharges devront être examinées au cas par cas eu égard notamment à la nature et l'envergure du projet. Il est donc judicieux à ce stade de ne pas poser de cadre trop restrictif afin de pouvoir en moduler le volume horaire ou le montant en fonction des projets eux-mêmes.

Sur le lancement de ce dispositif, il est précisé que sa mise en œuvre pourra être effective dès sa validation en CA. En termes de calendrier, les projets pourront être présentés au fil de l'eau. Des actions de communication seront lancées en interne afin d'informer les collègues de cette offre d'accompagnement.

A l'issue des échanges, le VP CFVU soumet le document de cadrage du dispositif des *Business Units* au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

## 9. Questions diverses

⇒ **Néant**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h15.

Le Président d'Avignon Université

